

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE ET ONZIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 15 avril 1982, à 10 heures

Président : M. Yoshio OKAWA (Japon)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :

M. M. MATI
M. M. BELKAID
M. A. TAFFAR

Allemagne, République fédérale d' :

M. H. WEGENER
M. W.E. von dem HAGEN
M. W. ROHR
M. E. BAHR
M. P. MANNING
M. A. MERTES
M. H. SCHÄFER
M. W. WEISKIRCH
M. R.D. von SCHUBERT

Argentine :

M. J.C. CARASALES
Mlle N. NASCIMBENE

Australie :

M. D.M. SADLEIR
M. R. STEELE

Belgique :

M. J-M. NOIRFALISSE

Birmanie :

U MAUNG MAUNG GYI
U THAN TUN

Brésil :

M. C.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie :

M. K. TELLALOV
M. B. GRINBERG
M. I. SOTIROV
M. K. PRAMOV

Canada :

M. D.S. McPHAIL
M. G.R. SKINNER
M. J. GAUDREAU

Chine :

M. TIAN JIN
M. YU MENGJIA
M. YAN MING LIANG
M. HU XIAODI

Cuba :

M. P. NUNEZ MOSQUERA
M. J. LUIS GARCIA

Egypte :

M. I.A. HASSAN
M. M.N. FAHMY
Mlle W. BASSIM

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)Etats-Unis d'Amérique :

M. L.G. FIELDS
M. M.D. BUSBY
Mme K. CRITTENBERGER
Mme M.E. HOINKES
Mlle S. BURK
M. J. MISKEL
M. R.F. SCOTT

Ethiopie :

M. T. TERREFE
M. P. YOHANNES

France :

M. F. de la GORCE
M. J. de BEAUSSE
M. M. COUTHURES
M. M. VILLETTE

Hongrie :

M. I. KOMIVES
M. C. GYORFFY

Inde :

M. A. VENKATESWARAN
M. S. SARAN

Indonésie :

M. N. SUTRESNA
M. B. MAUNA
M. I. DAMANIK
M. B. SIMANJUNTAK
M. A. BAHRIN

Iran :

M. M.J. MAHALLATI
M. J. ZAHIRNIA

Italie :

M. B. CABRAS
M. C. M. OLIVA
M. E. di GIOVANNI

Japon :

M. Y. OKAWA
M. M. TAKAHASHI
M. K. TANAKA
M. T. ARAI

Kenya :

M. D.D. DON NANJIRA
M. J. MURIU KIBOI

Maroc :

M. S.M. RAHALLI
M. M. CHRAIBI

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES
Mme Z. GONZALEZ y REYNERO

Mongolie :

M. D. ERDEMBILEG
M. L. BAYART
M. S.O. BOLD

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Nigeria</u> :	M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM M. T. ALTAF
<u>Pays-Bas</u> :	M. F. van DONGEN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN M. T. CIALOWICZ M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. J. MOEPERT
<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.M. SUMMERHAYES M. L. MIDDLETON Mme J.I. LINK
<u>Sri Lanka</u> :	M. A.J. JAYAKODDY M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. J. STRUCKA M. A. CIMA M. J. JIRUSEK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. V.A. EVDOKOUCHINE M. M.M. IPPOLITOV M. Y.V. KOSTENKO M. V.A. KROKHA
<u>Venezuela</u> :	M. R. RODRIGUEZ NAVARRO M. O. AGUILAR PARDO

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Yugoslavie :

M. M. MIHAJLOVIC

Zaire :

M. B. ADEITO NZENGEYA

Mme E. EKANGA KABEYA

M. OSIL GNOK

Secrétaire du Comité du désarmement
et Représentant personnel du
secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire adjoint du Comité
du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la cent soixante et onzième séance plénière du Comité du désarmement.

Je voudrais d'abord adresser un chaleureux souhait de bienvenue au Sous-Comité du désarmement et de la limitation des armements du Bundestag de la République fédérale d'Allemagne. Ce Sous-Comité, présidé par l'ancien Ministre fédéral Egon Bahr, comprend des membres de tous les groupes parlementaires, qui sont venus suivre les travaux de notre Comité, notamment dans la perspective de la deuxième et prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je les remercie de l'intérêt qu'ils portent à nos travaux et leur souhaite un fructueux séjour à Genève.

Le Comité devrait examiner aujourd'hui les rapports des organes subsidiaires ainsi que son rapport spécial à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Toutefois, les rapports des organes subsidiaires ne sont pas encore disponibles pour examen en séance plénière du Comité. Les membres voudront peut-être donc tirer parti des possibilités offertes par l'article 30 du règlement intérieur, qui dispose que les membres qui le souhaitent peuvent faire quand ils le veulent des déclarations sur toute question intéressant les travaux du Comité.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la République fédérale d'Allemagne, du Pakistan, de la Pologne et de l'Ethiopie. Je donne la parole au premier orateur sur ma liste, le représentant de la République fédérale d'Allemagne, Son Excellence, l'Ambassadeur Wegener.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) :
Monsieur le Président, vous avez eu la courtoisie d'adresser la bienvenue à l'importante délégation parlementaire de mon pays ici présente aujourd'hui et je voudrais vous remercier très cordialement, en son nom de votre chaleureux accueil.

Pendant votre présidence au cours de ce mois, j'ai eu l'occasion de faire plusieurs interventions, mais j'ai remis à plus tard mes observations sur votre accession à la présidence. Maintenant, avant de faire une déclaration de fond, je voudrais vous dire que ma délégation se félicite de vous voir présider notre Comité. Participant depuis peu à ses travaux, je me félicite particulièrement de vous voir ici. J'admire l'habileté, la subtilité et la vaste expérience dont vous faites preuve en présidant nos débats. Nous ne pouvons que tirer profit de cette expérience.

J'aurais également aimé dire un mot à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Alessi, mais je sais que son absence est motivée par un triste événement.

Alors que la session de printemps de notre Comité tire à sa fin, j'aimerais suivre l'exemple des autres délégations et présenter une brève évaluation de quelques aspects principaux de notre travail.

Je procéderai naturellement de façon sélective.

Lorsque notre Comité s'est réuni, au début de février, il y a deux mois et demi, de nombreuses délégations se sont rendu compte que l'environnement politique dans lequel nous devons poursuivre nos négociations n'était pas favorable. A ce moment, ma délégation s'est jointe à d'autres pour exprimer sa grave préoccupation devant la situation internationale en matière de sécurité et le fait que des violations de la Charte des Nations Unies soient toujours constatées dans de nombreuses parties du monde.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Je me suis aussi inquiété de la détérioration de l'équilibre des forces en Europe. Comme d'autres, ma délégation a dû faire remarquer que cette évolution réduisait les possibilités de progrès effectifs sur la voie de la limitation des armements et du désarmement et a invité les responsables de ces graves perturbations à adopter de nouveau une politique de retenue et de modération dans la défense de leurs intérêts extérieurs.

Nous savons tous qu'il est difficile pour le désarmement de progresser dans un tel environnement politique. Mais cette situation défavorable rend encore plus nécessaire l'exploration de toutes les possibilités de progrès éventuel. Ma délégation se félicite, dans une certaine mesure que le Comité du désarmement ait eu une période de travail relativement bonne même dans ces circonstances inattendues.

En fait, Monsieur le Président, nous devons constater qu'il y a eu ces dernières semaines des progrès marqués des négociations dans plusieurs domaines. Dans plusieurs secteurs, la stagnation a pu être surmontée. Dans l'examen de la question des armes chimiques nous sommes parvenus au stade de la négociation pleinement développée et il devrait être créé sous peu un sous-organe du Comité chargé d'étudier des questions essentielles aux progrès vers l'interdiction complète des essais, conformément aux souhaits de nombreuses délégations ici présentes. Ce progrès est dû en grande partie à la détermination et au sens de réalisme de la délégation d'un pays important, à qui je voudrais rendre hommage. Vous me permettrez aussi de citer la question des armes radiologiques au nombre de celles pour lesquelles il a été possible de faire quelques progrès.

Enfin, pour la première fois depuis bien des années, le Comité a entrepris de s'occuper sérieusement des problèmes posés par un développement éventuel d'une course aux armements dans l'espace et des perspectives nouvelles intéressantes se sont dégagées dans ce domaine.

Ces divers progrès sont intervenus dans une atmosphère sérieuse et constructive qui nous a permis en définitive d'aborder certains aspects concrets des questions à l'examen. La vérification ne saurait prendre la place du désarmement, pas plus que les mesures propres à accroître la confiance, mais ma délégation continue d'estimer que la vérification et le respect des engagements pris sont les éléments essentiels dont dépendra en définitive le succès des négociations sur le désarmement. C'est pourquoi nous considérons comme logique, et même comme une marque du progrès réalisé, le fait que sur de nombreux points simultanément, nous en soyons maintenant venus à envisager les questions de vérification en termes concrets et que la présente session du Comité, comme peu d'autres avant elle, ait été marquée par un grand nombre de nouveaux documents de travail sur ce sujet important et complexe.

Après ces remarques d'ordre général, je voudrais aborder certains problèmes concrets. J'ai l'intention d'évoquer successivement, les armes chimiques, les problèmes de l'espace extra-atmosphérique, le programme global de désarmement et les armes radiologiques.

J'examinerai d'abord le problème des armes chimiques. Ma délégation a essayé d'apporter une contribution particulière en ce qui concerne les aspects techniques des procédures de vérification, pour compléter le travail minutieux entrepris dans le même sens par d'autres délégations, notamment par celle du Royaume-Uni. Nous nous félicitons de l'intérêt que le document de travail CD/265 a éveillé auprès de tous les groupes régionaux. La méthode du tirage au sort en tant que mode de sélection aléatoire des installations chimiques en vue de contrôles réguliers sur place a

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

particulièrement suscité l'intérêt et a été envisagée par de nombreuses délégations comme un moyen d'établir un régime global de vérification tout en limitant les besoins en effectifs et le rapport coût-efficacité. La seule perspective du tirage au sort pour l'inspection d'une installation chimique quelconque, même d'une installation inspectée depuis peu, contribuerait puissamment à dissuader contre toute tentative de violation de la future convention.

De nombreuses délégations ont demandé comment le système de tirage au sort fonctionnerait en pratique et je profiterai de la présente intervention pour répondre à un certain nombre de ces questions et pour expliquer notre méthode. Notre longue expérience du système d'inspection de l'Union de l'Europe occidentale nous a incités à partager l'ensemble des connaissances ainsi acquises mais le système de sélection aléatoire par tirage au sort ne fait pas partie de ce régime particulier de vérification. Au contraire, il a été mis au point indépendamment, à l'aide d'études informatiques.

Il est procédé régulièrement à des inspections sélectives aléatoires portant sur tous les stocks et unités de production déclarés par les Etats parties. Les déclarations devraient porter sur les stocks existants et les installations de fabrication d'agents de guerre chimique supertoxiques, la production industrielle de composés organophosphorés en général, ainsi que les quantités limitées d'agents de guerre supertoxiques autorisées par la future Convention. Toutes les substances et installations déclarées devraient, sans exception, être soumises à la procédure de tirage au sort.

Le nombre de tirages au sort dépendrait d'un pourcentage général fixé au préalable par le Comité consultatif d'experts. Ce pourcentage pourrait varier d'une année à l'autre, par exemple en raison d'un accroissement soudain du nombre total d'installations à inspecter résultant d'une augmentation du nombre des Etats parties.

Du point de vue juridique, tous les Etats seraient rigoureusement égaux devant l'autorité chargée du tirage au sort, mais il pourrait y avoir des variations dans la pratique. Les Etats parties qui ne produisent pas industriellement de composés organophosphorés et qui n'ont par conséquent aucune installation à déclarer seraient naturellement dispensés des inspections. Un pays qui déciderait de dissimuler des stocks ou des installations de fabrication serait, pour le moment, dispensé d'une inspection sur place. Cependant, s'il y avait des doutes quant à l'existence de tels stocks ou installations non déclarés, la procédure de mise en demeure s'appliquerait.

On a demandé comment il faudrait traiter plusieurs unités de production associées dans un même pays, par exemple si elles se trouvent à distance les unes des autres, tout en étant administrativement liées. Nous recommanderions ici d'adopter un critère de proximité locale. Toutes les unités de fabrication situées à l'intérieur d'un certain périmètre et qui seraient suffisamment groupées pour permettre une inspection unique seraient comptées comme une unité, alors que les installations de production dispersées entre plusieurs localités devraient être comptées séparément, même si elles étaient administrées par la même autorité de gestion. Il est cependant, évident que la durée et la portée de l'inspection ainsi que le nombre d'inspecteurs nécessaires seront fonction des dimensions et de la complexité de l'installation.

Dans les questions qui nous ont été posées, le souci de protéger secrets industriels et droits de propriété a joué un rôle important. J'aimerais donc souligner que chaque fois que des échantillons devront être prélevés, ils devront l'être à notre avis, par des employés des unités de production inspectées.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Toutes les analyses chimiques devraient être effectuées sur place, cette procédure étant rendue possible par la gamme limitée des substances chimiques permettant de vérifier s'il y a eu respect ou violation de la convention. Aucun échantillon ne sortirait du pays. La composition exacte des substances examinées ne pourrait donc pas être détectée par les inspecteurs.

Pour répondre à plusieurs autres questions adressées à ma délégation, j'aimerais souligner que dans notre procédure, il n'y aurait pas de quotas nationaux pour le nombre total d'inspections à effectuer dans chaque pays. Un traitement identique pour tous est garanti par l'objectivité des critères et le caractère imprévisible de la méthode de tirage au sort.

Ma délégation a suivi avec beaucoup d'intérêt le débat sur les problèmes de l'espace extra-atmosphérique. A notre avis, le Comité a abordé correctement ce thème en réponse aux résolutions pertinentes de la dernière session de l'Assemblée générale, dont l'une a eu ma délégation pour coauteur. Le débat a révélé l'existence de points de vue très divergents sur les méthodes à employer dans nos activités futures. De nombreuses délégations ont souscrit à une approche pragmatique et graduelle prévoyant, dans une première phase, des mesures concrètes de négociation pour traiter efficacement la question des systèmes d'armes les plus menaçants et les plus déstabilisants, c'est-à-dire des armes antisatellites, car ces systèmes ont déjà été essayés et rendus opérationnels par un pays au moins; la technologie antisatellite existe et il est possible que des systèmes de ce type aient déjà été déployés. Une autre approche tend à interdire, en termes prétendument plus larges, sur une base générale, toutes les armes dans l'espace extra-atmosphérique, mais sans mettre vraiment l'accent sur une efficacité réelle. Il est aussi très difficile de savoir selon quel ordre de priorité les divers problèmes complexes en jeu seraient traités si cette approche était retenue. Ma délégation est favorable à toute mesure ayant pour objet d'interdire les utilisations non pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, mais il nous semblerait logique et approprié d'adopter une approche graduelle et de construire sur la base de la réglementation internationale existante dans ce domaine. Ma délégation se féliciterait qu'un groupe de travail soit créé pour s'attaquer à ce travail pendant la prochaine session d'été du Comité, si son mandat reflétait cette approche. A ce sujet, je voudrais rappeler au Comité que l'Assemblée générale l'a expressément prié, dans sa résolution 36/97 C, d'examiner à titre prioritaire la question de la négociation d'un accord effectif et vérifiable aux fins d'interdire les systèmes antisatellites. Il faudrait que le mandat d'un groupe de travail futur reflète cette demande et il nous semble que, pour s'y conformer, le Comité devra éviter de surcharger l'ordre du jour d'un groupe de travail de projets vastes et nébuleux qui ne permettraient pas au Comité de s'attaquer à des problèmes concrets dans un temps limité et ne viseraient pas à établir un régime juridique réellement efficace pour préserver la paix dans l'espace extra-atmosphérique.

Ma délégation a déjà exprimé son point de vue sur les problèmes de l'espace extra-atmosphérique d'une façon plus générale, à l'occasion d'une des réunions officielles consacrées à cette question; le texte de notre déclaration a été officiellement mis à la disposition des délégations. Ayant maintenant l'occasion d'aborder cette question dans une séance officielle, je me permettrai d'apporter de nouveau un éclaircissement. Ma délégation ne pense pas que le projet de traité du 10 août 1981 figurant dans le document A/36/192 et mentionné dans la résolution 36/99 soit une base appropriée de négociation dans le cadre du Comité. Nous avons déjà mis l'accent sur les nombreux illogismes et contradictions qui apparaissent dans ce projet. A ce sujet, ma délégation a posé plusieurs questions qui n'ont jusqu'ici pas reçu de réponse. De même que les délégations italienne et néerlandaise, nous attendons toujours que les

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

auteurs de ce projet nous fournissent les éclaircissements nécessaires. Outre les lacunes et les ambiguïtés du projet que nous avons déjà fait remarquer, permettez-moi d'en mentionner brièvement deux autres. L'article 3 du projet justifie l'interception d'engins spatiaux s'ils ne sont pas utilisés à des fins pacifiques. Toutefois, l'intercepteur serait seul à déterminer et à décider si l'interception doit avoir lieu et il s'attribuerait ainsi, de sa propre initiative, des fonctions de police spatiale. En l'absence de critères bien définis et de toute détermination objective des conditions à remplir pour assumer un tel rôle de police, ce projet de disposition paraît comporter des risques d'abus et il devrait plutôt inciter à mettre au point et à essayer de nouveaux systèmes antisatellites. En second lieu, les règles de vérification de l'article 4 paraissent insuffisantes, même à la lumière d'autres accords multilatéraux de désarmement existants et de façon certaine si l'on se réfère aux objectifs du projet de traité. Ma délégation estime qu'il serait indispensable de mettre sur pied un régime de vérification beaucoup plus élaboré quant au fond, avec au moins un organe d'enquête indépendant, tel qu'un comité consultatif, si l'on ne veut pas que la disposition souhaitée demeure entièrement inefficace pour prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Compte tenu de tous ces arguments et en liaison avec ceux déjà formulés, ma délégation doit confirmer qu'à son avis le projet de traité considéré présente des défauts sérieux et paraît singulièrement peu approprié comme base de négociation devant le Comité.

Je résisterai à la tentation d'évoquer longuement le Programme global de désarmement. Beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés à la négociation depuis janvier dernier, mais ma délégation est encore bien en peine d'évaluer les résultats obtenus à ce jour. Nos représentants au Groupe de travail sur un programme global de désarmement, qui se familiarisent de plus en plus avec un sujet extrêmement complexe, auraient-ils succombé au danger de perdre de vue l'objectif final ? De toute façon, les non initiés qui tentent d'assimiler les monceaux de papier que nous voyons devant nous en tant que production ultime du Groupe pour la session, n'arrivent pas à percevoir comment cet instrument, même après de nouvelles négociations, pourrait donner au processus international de désarmement l'impulsion que nous attendons tous, et produire sur l'opinion publique l'impact nécessaire. Nous ne pouvons nier qu'aucune des principales questions concernant le Programme global de désarmement n'a été résolue. La simple juxtaposition des vues des délégations n'est pas une négociation. Des efforts louables ont été faits, particulièrement ces derniers jours, pour améliorer la forme des divers documents et les rendre plus digestes. C'est peut-être là tout ce qui peut être fait pour l'instant, et l'on ne peut sûrement pas tenter l'impossible dans les quelques jours qui précèdent la fin de la session. Il nous semblerait donc plus utile de réfléchir un peu à la façon d'optimiser les structures de négociation pour les travaux relatifs au Programme global de désarmement qui se dérouleront prochainement à New York.

Il serait sûrement inapproprié que nous nous contentions d'un simple transfert et que nous poursuivions l'affaire là où nous l'avons laissée à Genève. Ce que les délégations doivent maintenant faire, c'est s'occuper des questions essentielles concernant le Programme global de désarmement, les calendriers, la périodicité des examens, la nature juridique, à un niveau suffisamment élevé d'abstraction et d'autorité des participants, et parvenir à une perception généralement partagée de la façon dont on pourrait résoudre ces problèmes importants. Il est superflu de dire qu'il faudra faire des concessions mutuelles pour élargir les compromis que nous avons vu s'amorcer à Genève. Il faudrait, si possible, parvenir à un arrangement global. Une fois élucidée la finalité du Programme global de désarmement, le travail accompli à Genève prendrait un sens nouveau et important et beaucoup des documents élaborés ici pourraient s'intégrer plus facilement dans la structure convenue.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Par ailleurs, il serait peut-être utile de laisser aux délégations un bref temps de réflexion après les négociations intenses qui ont eu lieu ici et qui ont amené certains, comme on dit, à laisser l'arbre cacher la forêt.

Pour conclure, je voudrais parler du domaine des armes radiologiques. Je tiens à préciser que mes observations sont celles de ma délégation et que je ne parle pas nécessairement en tant que Président du Groupe de travail des armes radiologiques. Le Groupe a travaillé intensivement et a indéniablement progressé, particulièrement au cours des premières phases de cette session. La stagnation et le découragement à l'égard de cette question ont pu être surmontés et un compromis sur la procédure a permis au Groupe de travail de remettre à plus tard l'examen de certains problèmes complexes de forme juridique afin de progresser sur le fond. Grâce à l'arrangement commode consistant à mener temporairement des négociations parallèles sur les deux principaux points à l'examen, à savoir la question des armes radiologiques proprement dites et celle d'une interdiction possible des attaques contre des installations nucléaires, une série de discussions fécondes et intenses a pu avoir lieu. Dans le domaine des armes radiologiques proprement dites le nombre de questions controversées a considérablement décru et les délégations ont été de plus en plus tentées de recourir à des formules de compromis. Les négociations se sont poursuivies dans un esprit de compréhension mutuelle, et toutes les propositions ont été examinées soigneusement et avec bonne foi par les délégations. Il est tout à fait incorrect de dire, comme l'a fait récemment une délégation en séance plénière, que certaines propositions formulées par le Groupe des 21 se sont heurtées à une opposition acharnée de la part de ceux qui ont initialement proposé un traité sur les armes radiologiques. Au lieu de cela, une bonne volonté générale semble s'être manifestée en ce qui concerne l'adoption, dans des conditions qui en préservent le dynamisme, des trois éléments qui sont si importants pour le Groupe des 21, à savoir l'engagement de promouvoir les utilisations pacifiques des matières radioactives, la répétition des engagements dans le domaine général du désarmement nucléaire et l'inclusion d'une interdiction d'attaquer des installations nucléaires. Cependant, malgré le sérieux avec lequel le travail a été fait et en dépit de la limitation de temps résultant de la proximité de la session extraordinaire et du délai fixé par la résolution 36/97 B, le succès nous a échappé. Aux étapes finales de l'activité du Groupe, le spectre de la stagnation est de nouveau apparu et les délégations ont paru de moins en moins disposées à abandonner leurs positions établies pour progresser vers le compromis nécessaire. Cette situation est tout à fait décourageante et même extrêmement préoccupante. Elle pourrait fort bien amener à se demander quel est le sens des négociations du Comité. Le moment doit venir à un certain point, après des années de discussion et d'examen, où toutes les délégations se montrent prêtes à s'écarter des positions et instructions initiales et à s'aligner sur la ligne moyenne d'un compromis général. Ma délégation tend à considérer que ce moment est venu, du moins pour la question des armes radiologiques proprement dites. Il n'est pas possible de négocier à perte de vue sur une proposition de désarmement d'une portée aussi limitée. Pourtant, ces jours derniers, nous avons entendu certaines délégations formuler des demandes exagérées qui paraissent ne pas tenir compte des possibilités de compromis. Il est regrettable, sinon ironique, que ces demandes émanent précisément de délégations portées à critiquer sévèrement certaines autres pour leur manque de "volonté politique". Si, dans ce domaine comme dans de nombreux autres, le Comité doit se présenter les mains presque vides devant l'Assemblée à sa session extraordinaire, ces délégations feront bien de procéder à un petit examen de conscience.

Il semble pour le moins impératif que, lorsque le Groupe de travail se réunira de nouveau cet été, certaines questions fondamentales dans le domaine des armes radiologiques soient rapidement tranchées.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Je ne vois aucune raison pour que l'on ne trouve pas à bref délai de solution appropriée de compromis à la question du rapport entre la question des armes radiologiques proprement dites et les problèmes de l'interdiction d'attaquer des installations nucléaires. Un modèle qui vient facilement à l'esprit est celui d'une convention sur les armes radiologiques dont la portée générale serait celle suggérée par les premiers auteurs de la proposition, avec un protocole additionnel facultatif réglementant l'interdiction d'attaquer certaines catégories d'installations nucléaires. Une liaison intrinsèque serait établie entre les deux instruments, qui seraient ouverts simultanément à la signature. Toutefois, les Etats signataires auraient l'option de souscrire dans un premier temps à la convention principale, tout en laissant ouverte l'adhésion au protocole additionnel facultatif, du moins pendant une période de réflexion.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ethiopie, Son Excellence l'Ambassadeur Terrefe, qui parlera en sa qualité de Coordonnateur du Groupe des 21.

M. TERREFE (Ethiopie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis très heureux de vous voir occuper la présidence pendant ce mois d'avril décisif, où le Comité du désarmement non seulement termine ses travaux pour la première partie de la session 1982, mais passe en revue les travaux accomplis au cours des quatre dernières années dans l'optique de l'ouverture prochaine de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il est donc opportun que la présidence soit occupée par un homme de votre calibre et de votre expérience à cette étape importante de nos travaux.

Je remercie également le Ministre Alessi, de l'Italie, pour la façon particulièrement diligente et judicieuse dont il a dirigé nos travaux pendant le mois de mars.

Je voudrais aussi joindre les remerciements et les compliments de ma délégation aux paroles de bienvenue que vous avez prononcées à l'adresse de la délégation parlementaire de la République fédérale d'Allemagne.

Monsieur le Président, mon intervention d'aujourd'hui a pour objet de présenter le document CD/280. Ce document représentant le dénominateur commun des positions des membres du Groupe des 21 sur la question des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires; j'en donne à présent lecture :

"1. Le Groupe des 21 est convaincu que les garanties de sécurité les plus efficaces contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires résident dans le désarmement nucléaire et l'interdiction d'emploi des armes nucléaires. Les Etats dotés d'armes nucléaires devraient s'abstenir de toute activité dans le domaine nucléaire qui mettrait en péril la sécurité et le bien-être des populations des Etats non dotés d'armes nucléaires. Les Etats dotés d'armes nucléaires ont l'obligation de garantir que les Etats non dotés d'armes nucléaires ne seront ni menacés ni attaqués avec des armes nucléaires. C'est pourquoi le Groupe des 21 s'est félicité de la création d'un Groupe de travail spécial chargé de parvenir à un accord sur des "arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires".

(M. Terrefe, Ethiopie)

2. Il est très regrettable que trois années de négociations au sein du Groupe de travail spécial n'aient abouti qu'à des progrès marginaux. Cette situation est principalement due à l'inflexibilité des positions adoptées par certains Etats dotés d'armes nucléaires.

3. Le Groupe des 21 est fermement convaincu que les limitations, les conditions et les exceptions contenues dans les déclarations unilatérales de certains Etats dotés d'armes nucléaires reflètent leur approche subjective et que ces déclarations sont fondées sur la doctrine de la dissuasion nucléaire. Considérées dans leur ensemble, ces conditions, limitations et exceptions ont pour effet de restreindre considérablement les aspects positifs qui peuvent être contenus dans ces déclarations unilatérales et, de ce fait, elles sont inacceptables pour les membres du Groupe des 21. Les déclarations n'offrent pas aux Etats non alignés, neutres ou autres Etats non dotés d'armes nucléaires une garantie crédible à l'effet qu'ils ne seront ni menacés ni attaqués à l'aide d'armes nucléaires.

4. Le Groupe des 21 note que les Etats dotés d'armes nucléaires se sont engagés, conformément au paragraphe 62 du Document final, à s'abstenir d'employer ou de menacer d'employer des armes nucléaires contre des Etats faisant partie d'une zone exempte d'armes nucléaires existante. Outre ces Etats, d'autres pays neutres, non alignés et en développement ne faisant pas partie des deux grandes alliances militaires, se sont engagés à ne pas acquérir ni fabriquer d'armes nucléaires. Toutes les raisons existent donc pour que ces Etats soient couverts par les mêmes garanties juridiquement contraignantes, surtout si l'on tient compte du fait que les Etats dotés d'armes nucléaires ont été instamment priés, au paragraphe 59, de conclure, selon qu'il serait approprié, des arrangements efficaces pour assurer les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours à de telles armes.

5. Le Groupe des 21 insiste sur le fait qu'un accord sur la question des "arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires" devrait être fondé sur les principes suivants :

i) Les Etats dotés d'armes nucléaires ont l'obligation de garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires;

ii) Les Etats non dotés d'armes nucléaires ont le droit d'être garantis par les Etats dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires;

iii) Ces garanties devraient être fournies dans un instrument international juridiquement contraignant résultant d'une négociation multilatérale. Le Groupe des 21 note avec satisfaction qu'il n'existe pas, au sein du Comité du désarmement, d'objection de principe à l'idée d'une convention internationale;

iv) Une formule commune ou une approche commune à inclure dans un instrument international sur cette question devrait être claire et crédible, et répondre aussi bien aux préoccupations légitimes en matière de sécurité des Etats non alignés, neutres et autres Etats non dotés d'armes nucléaires qu'aux vues du Groupe des 21 mentionnées ci-dessus;

(M. Terrefe, Ethiopie)

v) L'accord sur cette question devrait comprendre des engagements de la part des Etats dotés d'armes nucléaires de réaliser un désarmement nucléaire et, en attendant cette réalisation, d'interdire le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

6. Le Groupe des 21 considère qu'il est peu probable que de nouvelles négociations au Groupe de travail spécial sur ce point soient fécondes tant que les Etats dotés d'armes nucléaires ne manifesteront pas une volonté politique réelle d'aboutir à un accord satisfaisant. Par conséquent, le Groupe demande instamment aux Etats dotés d'armes nucléaires concernés de revoir leurs politiques et de présenter à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement des positions révisées tenant pleinement compte de la position des Etats non alignés, neutres et autres Etats non dotés d'armes nucléaires. Un tel engagement faciliterait le travail d'élaboration d'un instrument international concerté sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Il contribuerait également à des progrès en vue d'aboutir, en attendant le désarmement nucléaire, à un accord international sur l'interdiction du recours ou de la menace du recours aux armes nucléaires."

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Ethiopie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne, Son Excellence l'Ambassadeur Sujka, qui s'adressera au Comité en sa qualité de Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, puisque c'est ma première intervention officielle ce mois-ci, de vous adresser mes très sincères et cordiales félicitations pour votre accession à la présidence pour le mois d'avril. Je suis profondément convaincu que sous votre experte direction le Comité s'acquittera pleinement et parfaitement des tâches qui lui incombent en ce qui concerne la préparation du rapport spécial à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

En ma qualité de Président du Groupe de travail des armes chimiques, et après avoir largement consulté ce Groupe, je voudrais présenter au Comité du désarmement mon rapport oral sur les consultations que j'ai eues pendant la première partie de la session de 1982. En outre, j'aimerais informer le Comité de l'adoption du rapport spécial au Comité établi par le Groupe en vue de la session extraordinaire consacrée au désarmement.

A sa sixième séance, le Groupe de travail des armes chimiques a pris note du rapport du Président sur les questions relatives aux déterminations de toxicité figurant dans les documents CD/CW/WP.30 et Corr.1. Le Président a été prié d'informer le Comité du désarmement des résultats de ses consultations, en particulier des recommandations concernant les modes opératoires standard pour déterminer la toxicité aiguë par administration sous-cutanée ou par inhalation contenues dans ce rapport, et de demander au Comité de prendre note de celui-ci, ainsi que des modes opératoires recommandés qui y sont annexés.

Sur la base de ce rapport, le Groupe a décidé qu'à moins que le Comité n'en décide autrement, son Président procéderait à des consultations avec les délégations sur des questions techniques pendant la semaine du 2 au 6 août de cette année, au début de la seconde partie de sa session de 1982. Le Groupe de travail est convenu de suggérer au Comité du désarmement de consacrer la semaine suivant les consultations techniques à l'examen en séances plénières de la question des "Armes chimiques".

(M. Sujka, Pologne)

Pour que la préparation soit satisfaisante, le Président du Groupe de travail devrait poursuivre ses consultations sur les questions techniques qui seront examinées au cours des consultations prévues pour la semaine du 2 au 6 août 1982.

Compte tenu du rapport figurant dans le document CD/CW/WP.30, des informations qu'il aura obtenues des délégations et des résultats de ses contacts officiels avec les délégations, le Président indiquera à l'ouverture de la seconde partie de la session de 1982 les questions techniques qu'il recommande d'examiner au cours desdites consultations.

Monsieur le Président, j'ai le plaisir de vous informer qu'hier soir le Groupe de travail des armes chimiques a adopté le texte de son rapport spécial au Comité du désarmement, préparé en vue de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Le secrétariat s'occupe maintenant de la publication de ce rapport, qui devrait être disponible, dans toutes les langues, avant la prochaine séance ordinaire du Comité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Président du Groupe de travail des armes chimiques de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. J'ai pris note de sa demande et, en même temps, je voudrais le féliciter de l'heureux achèvement des activités de son Groupe de travail, qui a adopté son rapport hier après-midi.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, Son Excellence l'Ambassadeur Ahmad.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, il semble tout à fait approprié à ma délégation qu'un distingué représentant du Japon préside le Comité au moment précis où ce dernier se prépare à apporter sa contribution à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. L'attachement profondément enraciné et sincère du Japon à la cause du désarmement n'a guère d'égal. Avec votre finesse diplomatique et votre compétence reconnue vous veillerez à ce que le Comité du désarmement apporte une contribution optimale au succès de la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

J'aimerais profiter de cette occasion pour exprimer notre satisfaction à M. l'Ambassadeur Alessi, d'Italie, pour les efforts patients et zélés qu'il a déployés en tant que Président le mois dernier.

La session de printemps du Comité du désarmement a été exceptionnelle à bien des égards. Alors que le climat politique n'était guère plus propice au désarmement qu'il ne l'était à nos deux précédentes sessions, je pense que les délégations ont fait un effort authentique pour enregistrer quelque progrès dont il pourra être fait état à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale. On peut regretter que le sentiment d'urgence qui a imprégné nombre de nos négociations au printemps ne se soit pas manifesté plus tôt. Cela aurait peut-être permis d'aboutir à au moins quelques accords sur le fond, avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les choses étant ce qu'elles sont, le jugement porté sur les résultats du Comité du désarmement depuis 1979 ne peut manquer d'être sévère. Il est évident que le Comité ne s'est pas montré à la hauteur de son potentiel et de ses possibilités. Notre échec reflète, fondamentalement, l'absence de volonté politique de la part des grandes puissances militaires et de leurs alliances de s'engager inconditionnellement dans le processus des négociations multilatérales sur le désarmement. En général, ces Etats n'ont vu dans le Comité qu'un autre forum

(M. Ahmad, Pakistan)

leur permettant de faire valoir leurs positions étroites. Les vifs échanges auxquels nous avons assisté durant cette session montrent que malgré le consensus réalisé à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, il semble qu'il y ait une absence presque complète de prémisses d'accord entre l'Ouest et l'Est sur les voies et les moyens de promouvoir un processus concerté de désarmement. N'étaient-ce les efforts persistants des Etats non alignés et des Etats neutres, les travaux de cet organe ne témoigneraient même pas de l'impulsion minimum que nous nous efforcerons sans aucun doute de mettre en évidence dans notre rapport spécial à l'Assemblée générale.

L'incapacité du Comité du désarmement à convenir d'un mandat pour un groupe de travail spécial chargé du point auquel notre ordre du jour donne la plus haute priorité, l'interdiction des essais nucléaires, ne saurait être considérée comme un échec collectif. Il aurait fallu, et il faut toujours, que les délégations qui ont cherché à éroder le caractère d'urgence et à limiter l'ampleur des responsabilités du Comité sur ce point fassent preuve de plus de souplesse. L'impuissance du Comité du désarmement ne serait-ce qu'à ouvrir des négociations sur une interdiction des essais nucléaires sera vraisemblablement perçue, à la session extraordinaire, comme un symbole du blocage des négociations multilatérales sur le désarmement et de l'impuissance de cet organe lorsqu'il se trouve confronté à l'application arbitraire de la règle du consensus. Pourtant, les conséquences réelles d'un nouveau retard dans la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires seront considérables pour les Etats dotés ou non dotés d'armes nucléaires ainsi que pour les futures négociations sur le désarmement nucléaire.

Ma délégation considère aussi que si les grandes puissances nucléaires avaient davantage fait preuve de volonté politique, cela aurait peut-être permis aux négociations sur les garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires de progresser quelque peu. Malheureusement, la plupart des Etats dotés d'armes nucléaires sont demeurés totalement inflexibles lorsqu'il s'est agi d'envisager d'apporter à leurs déclarations unilatérales les modifications qui sont manifestement nécessaires pour faciliter un accord sur cette question. La position de ma délégation a été précisée en de précédentes occasions et je n'y reviendrai pas. J'aimerais toutefois souligner l'importance de la déclaration faite ce matin à ce sujet par le distingué Ambassadeur de l'Ethiopie, au nom du Groupe des 21. Nous espérons que les Etats dotés d'armes nucléaires feront cas de l'appel qui leur a été lancé pour qu'ils révisent leurs positions fondamentales à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale. La demande des pays neutres, des pays non alignés et autres pays en développement n'appartenant pas aux deux grandes alliances militaires de recevoir des garanties ayant force obligatoire contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires ne devrait pas être ignorée. Nous attendons avec impatience une réponse claire des Etats dotés d'armes nucléaires concernés, à la session extraordinaire.

Nous admirons les efforts courageux déployés par le Président du Groupe de travail spécial des armes radiologiques, M. l'Ambassadeur Wegener de la République fédérale d'Allemagne, pour élaborer le texte d'un traité sur cette question. Mais il est clair depuis le début qu'un accord dans ce domaine doit répondre aux questions fondamentales soulevées, en particulier par les pays non alignés et les pays neutres, concernant notamment la définition des armes radiologiques et l'engagement des puissances nucléaires de poursuivre le désarmement nucléaire et de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

(M. Ahmad, Pakistan)

Surtout, un accord sur une convention relative aux armes radiologiques devrait s'accompagner d'un accord sur l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires qui constituent actuellement à notre avis la seule possibilité d'utiliser le rayonnement à des fins hostiles. La délégation pakistanaise conserve une attitude ouverte pour ce qui est de la manière précise dont cette question devrait être résolue, que ce soit en vertu de la convention sur les armes radiologiques elle-même, d'un protocole annexé ou d'un instrument international totalement distinct.

Très brièvement, pour répondre aux observations formulées à ce sujet par le distingué Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, je dirai avec beaucoup de respect que c'est d'abord et surtout les délégations qui considèrent que le Comité du désarmement devrait adopter une convention pratiquement dépourvue de sens sur les armes radiologiques, tout en cherchant à garder l'option d'une attaque contre des installations nucléaires qui provoquerait des destructions massives qui ne seraient pas différentes de celles qui résulteraient de l'emploi d'armes nucléaires, qui devraient se livrer à un examen de conscience.

L'opinion de ma délégation et de plusieurs autres membres du Groupe des 21, est que l'interdiction d'attaquer des installations nucléaires devrait être aussi générale que possible. Etant donné que l'objectif fondamental est d'empêcher des destructions massives, il n'y a aucune raison de faire une distinction entre les installations civiles et les installations militaires. Des destructions massives résulteraient d'attaques lancées contre l'une ou l'autre de ces catégories d'installations. Cependant, la destruction massive n'est pas le seul critère à envisager à ce propos. Ma délégation considère qu'un objectif important de l'instrument proposé serait de rétablir la confiance des pays en développement en ce qui concerne leurs programmes nucléaires naissants. Cette confiance a été sérieusement compromise à la suite de l'attaque israélienne contre les installations nucléaires irakiennes en juin dernier. L'interdiction devrait donc s'étendre non seulement aux grandes installations à cycle de combustible nucléaire, mais aussi aux petits réacteurs de recherche et autres installations. Les exclure constituerait une discrimination flagrante contre les pays en développement.

Le Pakistan a présenté une proposition concrète concernant la portée de l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, sur la base des critères et des considérations que j'ai mentionnés. Nous espérons que l'on s'occupera dans un proche avenir des aspects politiques importants de cette question.

Les négociations sur une convention sur les armes chimiques qui se déroulent actuellement sous la direction sagace de l'Ambassadeur Sujka de Pologne, sont devenues plus urgentes en raison des récents faits nouveaux. Les allégations répétées au sujet d'une utilisation d'armes chimiques dans diverses parties du monde n'ont pas été démenties de façon concluante. L'acrimonie qui entoure cette question témoigne de la nécessité impérieuse d'affirmer dans la convention sur les armes chimiques que l'utilisation des armes chimiques est totalement interdite, et de prévoir des moyens adéquats et crédibles qui permettront à l'avenir d'enquêter objectivement au sujet de telles allégations. Ma délégation n'a procédé à aucune étude technique pour savoir si oui ou non la mise au point d'armes chimiques binaires compliquera encore la négociation d'une convention sur les armes chimiques, en particulier les procédures de vérification. Néanmoins, l'escalade actuelle de la course aux armements chimiques, et la confiance implicitement placée dans ces armes pour maintenir l'équilibre de la terreur, s'ajoutant aux rumeurs persistantes touchant l'utilisation d'armes chimiques, sont des signes menaçants, en particulier si l'on tient compte du fait que la capacité de fabriquer ces armes de destruction massive n'appartient pas uniquement

(M. Ahmad, Pakistan)

comme c'est le cas pour les armes nucléaires à une poignée d'Etats. Ces aspects troublants du problème devront être traités franchement lors de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale et dans nos négociations ultérieures.

Comme on pouvait s'y attendre, les travaux les plus intensifs de cette session ont été consacrés à l'élaboration du Programme global de désarmement. Malgré les difficultés politiques et conceptuelles rencontrées, des progrès considérables ont été accomplis sous la direction expérimentée et zélée de l'Ambassadeur García Robles, du Mexique. Malheureusement, d'importantes parties de ce texte demeurent entre crochets. Ma délégation pense que la réalisation de nouveaux progrès dans la négociation du Programme global de désarmement dépend de la prise de décisions politiques appropriées, en particulier par les grandes puissances. Avant de reprendre les travaux sur le Programme global de désarmement, il est essentiel de parvenir à une sorte d'accord sur les questions conceptuelles fondamentales en jeu. Il semble y avoir eu accord de facto d'élaborer ce Programme en trois phases. Cela semble logique et naturel, et il conviendrait de l'officialiser. Certains membres continuent d'avoir des réserves au sujet des "calendriers" pour la mise en oeuvre du Programme et de ses phases. Il est possible de lier la notion de calendriers indicatifs à la procédure d'examen de la mise en oeuvre du Programme global de désarmement. Le Groupe des 21 a formulé des propositions spécifiques à cet égard. L'attitude de ma délégation se veut souple en ce qui concerne le type de liaison qui pourrait être établie. Mais le mécanisme d'examen ne saurait par lui-même remplacer une indication politique que certaines négociations sur le désarmement seraient entreprises de bonne foi par les Etats concernés dans un laps de temps donné. Ma délégation continue de considérer la fin du siècle comme un objectif intéressant du point de vue symbolique, et possible sur le plan politique, pour le parachèvement du Programme global.

La valeur de ce Programme global dépendra dans une large mesure de la nature de l'engagement que prendront les Etats d'appliquer ses dispositions. En un sens, cet engagement sera à la mesure de l'acceptation des Etats d'inclure des mesures spécifiques de désarmement dans le Programme. Une autre indication de leur engagement serait l'acceptation de calendriers pour la mise en oeuvre des mesures incluses dans le Programme. Et par-dessus tout, la nature de l'engagement à l'égard de ce Programme dépendra de la façon dont il sera adopté et de la forme que revêtira cette adoption. La position de ma délégation a toujours été que le Programme global de désarmement devrait être un instrument juridiquement contraignant. Or, certaines délégations ne peuvent accepter ce concept du Programme global de désarmement. Nous croyons néanmoins comprendre qu'il est implicitement entendu que le Programme doit être davantage qu'un document à recommandations de plus. Pour faciliter un compromis, peut-être pourrait-on envisager la procédure suivante pour son adoption. D'abord, le Programme pourrait être adopté par l'Assemblée générale sous la forme d'une Déclaration solennelle par laquelle les Etats s'engageraient à mettre en oeuvre ses dispositions. Après adoption, la Déclaration et le Programme global de désarmement pourraient être transmis par l'Assemblée générale aux chefs d'Etat ou de gouvernement de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies aux fins de signature. Ces documents une fois signés pourraient ensuite être déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Enfin la Déclaration et le Programme global de désarmement, portant les signatures d'un nombre minimum requis d'Etats, pourraient être présentés par le Secrétaire général au Conseil de sécurité, qui pourrait en prendre acte dans une résolution adoptée en vertu de celles des dispositions de la Charte qui sont conçues pour créer des obligations aux Etats. Nous espérons que cette approche sera examinée plus avant lors de la session extraordinaire.

(M. Ahmad, Pakistan)

Pour conclure, la délégation pakistanaise aimerait exprimer l'espoir que cette deuxième session extraordinaire sera considérée par les Etats, et en particulier par les grandes puissances, non seulement comme un défi politique mais aussi comme une occasion historique. La participation prévue de plusieurs Etats au plus haut niveau fait naître un espoir correspondant concernant leur contribution à la cause du désarmement et de la paix. Nous espérons que les grandes puissances pourront désamorcer les craintes actuelles que fait naître le danger d'un conflit nucléaire, et qu'elles feront la démonstration de façon spécifique et tangible de leur engagement à l'égard des nobles objectifs qu'elles ont fait leurs en 1978 et auxquels elles déclarent continuer d'adhérer. Nous espérons aussi qu'un effort sincère sera déployé par toutes les parties intéressées pour régler les différends et les conflits en suspens, qui sont la principale cause du climat actuel de tension et d'insécurité internationales.

Pour sa part, Monsieur le Président, le Pakistan continuera d'apporter une contribution constructive et positive au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui approche.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Lors de réunions officielles, j'ai déjà eu deux fois l'occasion de vous exprimer la sincère satisfaction de ma délégation à vous voir présider nos travaux pour ce mois, qui est l'un des plus importants de la session de 1982; mais c'est la première fois que j'ai la possibilité de le faire en séance plénière, et je voudrais par conséquent réaffirmer ces paroles de bienvenue afin qu'elles figurent au compte rendu de la séance d'aujourd'hui.

Quand j'ai demandé la parole, Monsieur le Président, ou plutôt quand je me suis permis d'envoyer au Président, par l'intermédiaire de l'un des membres de ma délégation, un message indiquant que je souhaitais prendre la parole, le distingué représentant du Pakistan n'avait pas encore parlé. Ses observations rendent en grande partie superflues celles que je voulais formuler sur d'autres points dans mon intervention, et je serai donc très bref.

La raison qui m'a incité à demander la parole était le désir de formuler quelques observations sur ce qu'a dit le distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur Wegener, au sujet des travaux du Groupe de travail qui s'est occupé du Programme global de désarmement. Il me semblait en effet, Monsieur le Président, qu'il valait la peine que mes brèves observations figurent dans le même compte rendu où sont consignées celles qu'a faites le distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne dans son intervention car, dans le cas contraire, les lecteurs de ce compte rendu auraient, à mon avis, une idée injuste de la diligence des membres du Groupe de travail et des résultats de leurs efforts.

J'ai déjà eu l'occasion d'exposer de façon plus détaillée ces résultats, tels que je les conçois, lorsque j'ai pris la parole en qualité de Président de ce Groupe de travail. Pour le moment, je voudrais seulement évoquer trois points. Le distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne nous a dit qu'il craignait que les membres du Groupe de travail n'aient "succombé au danger de perdre de vue l'objectif final". Je puis vous assurer que tel n'a pas été le cas et que tous les participants à ce Groupe, y compris le représentant de la République fédérale d'Allemagne lui-même, M. Röhr, qui a joué un rôle des plus actifs et des plus efficaces, n'ont cessé de garder présent à l'esprit l'objectif visé. Ensuite, et c'est là

(H. Garcia Robles, Mexique)

le deuxième point, l'Ambassadeur Wegener a déclaré qu'il était incapable de digérer les "monceaux de papier" ("the stacks of paper") - c'est l'expression qu'il a employée - "que nous voyons devant nous en tant que production ultime du Groupe pour la session". Je crois qu'il est quelque peu exagéré de parler de monceaux de papier. Certes, des monceaux de papier se sont accumulés à la suite de deux années de travail au cours desquelles, d'une part, les délégations ont apporté des contributions extrêmement utiles et, d'autre part, le Secrétariat a établi de longs et laborieux documents de travail. S'il s'agit de cela, on peut dire qu'il y a des monceaux de papier, mais si l'on entend par là la "production ultime" de ces travaux, comme a dit l'Ambassadeur Wegener, cette production ne dépasse pas, Monsieur le Président, 60 à 70 pages en double interligne. En outre, si, comme nous l'espérons tous, on réussit à New York à éliminer la plupart des versions placées entre crochets, le volume de la documentation se réduira à 40 ou 45 pages, soit beaucoup moins que le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Enfin, Monsieur le Président, je voudrais évoquer un autre point sur lequel je dois dire que je partage pleinement l'opinion de l'Ambassadeur Wegener. En effet, il a souligné la nécessité - je cite à nouveau ses paroles - "de parvenir à une perception généralement partagée de la façon dont on pourrait résoudre ces problèmes importants". Ces "problèmes importants" qu'il a mentionnés ont maintes fois fait l'objet d'un examen approfondi. Au moins une demi-douzaine de séances du Groupe de travail leur ont été entièrement consacrées; cependant, précisément à cause de leur difficulté, la solution de ces problèmes nous a jusqu'à présent éludés, pour employer une tournure de phrase anglaise. J'espère - et sur ce point je partage le souhait de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne - qu'à New York la situation sera différente. Néanmoins, comme il l'a dit également, il faudra pour cela garder présente à l'esprit la nécessité d'un "give and take" de "faire des concessions mutuelles"; à cet effet, il doit exister une même volonté politique de toutes les parties qui ont participé jusqu'à présent aux discussions et aucune d'entre elles ne doit prétendre que le Programme global du désarmement non seulement ne constitue pas un progrès par rapport au Document final, mais, comme cela a malheureusement été le cas, représente à certains égards un retour en arrière par rapport à ce Document.

Ainsi donc, Monsieur le Président, pour terminer sur une note optimiste, nous espérons que ce vœu de l'Ambassadeur Wegener, que je partage, je le répète, se réalisera pleinement à New York et que toutes les parties feront preuve de cet esprit de "concessions mutuelles".

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Garcia Robles de sa déclaration, ainsi que des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Il ne semble pas que ce soit le cas.

Les membres du Comité se souviendront qu'à notre réunion officieuse de mardi le Comité a examiné un projet de décision présenté par la délégation hongroise. Après un échange de vues sur ce projet de décision, il a été décidé que cette question serait examinée à la séance plénière d'aujourd'hui. Le secrétariat a distribué le document de travail No 62/Rev.1 1/, qui contient un projet de décision concernant

1/ "Le Comité décide de tenir, durant la seconde partie de sa session de 1982, des réunions officielles consacrées au point 5 de son ordre du jour, 'Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes', afin d'examiner des propositions et suggestions relatives à cette question. La participation d'experts sera la bienvenue au cours de ces délibérations.

Les réunions officielles seront ouvertes aux Etats non membres du Comité ainsi qu'à leurs experts respectifs.

Le nombre et les dates de ces réunions officielles seront décidés au moment opportun lors de l'examen du programme de travail pour la seconde partie de la session de 1982 du Comité.

(Le Président)

le point 5 de l'ordre du jour du Comité. Je propose que nous passions maintenant à l'examen et à l'adoption de ce projet de décision.

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que le Comité adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

J'ai reçu une lettre de Son Excellence l'Ambassadeur Nettel, représentant de l'Autriche, indiquant que l'Autriche souhaiterait faire partie des membres du Comité du désarmement. Il s'agit là d'une information préliminaire et cette lettre sera distribuée à tous les membres du Comité.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général, l'Ambassadeur Jaipal.

M. JAIPAL (Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général) (traduit de l'anglais) : Je tiens à informer les membres du Comité que nous avons reçu au secrétariat plusieurs communications intéressant le désarmement, adressées au Comité du désarmement par des organisations non gouvernementales, des groupes privés et des particuliers. C'est ainsi que 286 personnes appartenant à la Communauté chrétienne d'Albertville, en France, ont écrit pour appuyer les efforts du Comité dans le domaine du désarmement. A Berne et à Bâle, les organisations "Femmes pour la paix", qui comptent 75 membres, ont proclamé leur opposition à la guerre nucléaire. Une vingtaine de communications analogues déclarant que la Terre devrait être réservée à la Vie ont été reçues en provenance du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie, du Nigéria, de la Norvège et du Royaume-Uni. Les membres intéressés peuvent consulter ces communications dans mon bureau.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Jaipal de ces informations.

Comme les membres du Comité ne l'ignorent pas, il est d'usage, aux séances plénières du jeudi, de distribuer un document officiel contenant un calendrier des réunions à venir pour la semaine suivante. Cependant, nous nous sommes fixé comme date limite pour l'achèvement de nos travaux le mardi prochain, 20 avril, jour où nous devons adopter le rapport spécial à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Dans ces conditions, je voudrais prier instamment les groupes de travail de terminer leurs travaux demain vendredi au plus tard, et je propose que le Comité tienne une réunion officielle le lundi à 15 h 30, afin d'examiner les parties du projet de rapport adoptées par le groupe de rédaction.

Je suggérerais que nous tenions en principe la séance plénière du mardi 20 avril à 15 heures, étant entendu qu'elle pourrait être avancée ou retardée sur notification adressée par le secrétariat aux membres du Comité. Au stade actuel, je ne crois pas que l'on puisse prévoir la progression de nos travaux d'ici à mardi prochain.

S'il n'y a pas d'objection, nous adopterons cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

Avant d'ajourner la séance, je voudrais annoncer que, conformément au calendrier, le groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner le projet de rapport à la session extraordinaire se réunira dans cinq minutes dans la Salle I et que l'on commencera par y examiner le Document de travail No 61 révisé.

La séance est levée à 11 h 40.